Les politiques antisémites dans les Alpes-Maritimes de 1938 à 1944

Jean Kleinmann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2973>

DOI : 10.4000/cdlm.2973

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2007

Pagination : 305-319

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean Kleinmann, « Les politiques antisémites dans les Alpes-Maritimes de 1938 à 1944 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 74 | 2007, mis en ligne le 14 novembre 2007, consulté le 07 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2973> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.2973>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les politiques antisémites dans les Alpes-Maritimes de 1938 à 1944

Jean Kleinmann

- 1 Entre 20.000 à 25.000 Juifs ont séjourné dans les Alpes-Maritimes de 1938 à 1944, nous évoquerons ici les raisons de leur présence, les diverses mesures prises à leur rencontre et leurs conséquences, les réactions de la population, des églises et des autorités. Même si l'origine de ces mesures est lointaine, leurs effets en ont été ressentis durement dans le département.
- 2 Divers pays européens avaient édicté des législations antisémites, il s'agit de savoir quels étaient ces différentes lois et de quelle manière elles ont été réellement appliquées entre 1940 et 1944 dans les Alpes-Maritimes, puis de comparer leurs applications aux textes initiaux édictés par l'Allemagne d'abord, puis par l'Italie, et enfin par la France.
L'Allemagne
- 3 En l'Allemagne, comme dans l'ensemble des pays européens, l'antisémitisme sévit, et malgré l'égalité des droits accordée aux Juifs en 1869, une série de mesures seront prises de 1933 à 1945 : boycott des magasins juifs le premier avril 1933, autodafé de livres en 1934, interdiction pour les non- aryens de postuler à un emploi de fonctionnaire, de se présenter à un examen de probation professionnelle en qualité de médecin, dentiste, pharmacien, fondé de pouvoir, comptable ou à l'armée, interdiction de vendre des journaux juifs dans les kiosques, et le 15 septembre 1935, promulgation des Lois de Nuremberg.
- 4 Selon ce texte, la pureté du sang allemand est déterminante pour la possession de la nationalité allemande. Le mariage entre Allemands et Juifs est interdit, il en est de même pour les relations en dehors du mariage. Les accréditations en qualité de médecin, avocat, pharmacien sont supprimées. La fortune, que les Juifs, mari et femme séparément possèdent à l'étranger, est à déclarer, marquage d'un J sur les passeports, expulsion de 15.000 Juifs vers la Pologne, interdiction de posséder ou d'exploiter des magasins et des comptoirs. Il leur est interdit d'assister aux cours universitaires, aux séances de bourse, de fréquenter les écoles publiques, les cinémas, théâtres, musées,

piscines publiques, certaines rues des centres villes, d'employer du personnel de maison allemand de moins de 45 ans. Le point culminant sera la « *Nuit de Cristal* », le 9 novembre 1938, avec incendies de nombreuses synagogues, saccages de biens, assassinats et arrestation de 35.000 Juifs envoyés dans des camps de concentration.

- 5 L'ensemble de ces Lois et règlements vise à séparer les aryens des Juifs, à en faire des étrangers de seconde zone. Cette procédure allemande servira de référence à l'Italie et à la France de Pétain.

L'Italie

- 6 En Italie, de 1922, à 1938, aucune mesure antisémite ne fut prise. Tout change avec l'axe Rome-Berlin signé en mai 1936, et transformé en alliance formelle, le *Pacte d'acier* en 1939. Peu avant, le 17 novembre 1938, quelques jours après « *la Nuit de Cristal* », les dispositions pour « *la protection de la race italienne* » furent publiées. Ces lois sont en partie différentes de la réglementation allemande. Mussolini reprend l'interdiction du mariage d'un citoyen italien avec une « *autre race* », en mêlant approches biologique et religieuse. Les diverses interdictions d'exercer les emplois de fonctionnaire, dans les banques et assurances, de posséder terrains et immeubles, sont édictées, mais les définitions d'appartenance à la race juive sont plus souples. Il est vrai que ces lois acceptaient beaucoup d'exceptions, et que la mise en place de la législation dans son ensemble se fit sans hâte et avec une certaine absence de rigueur, en tout cas jusqu'à la République de Salo. Il est à remarquer que ces dispositions ne furent appliquées pour l'essentiel qu'à l'Italie même, et pas en zone d'occupation française.

La France

- 7 Le dernier statut des Juifs élaboré fut celui de Vichy, mais ce fut le premier à être appliqué dans les Alpes-Maritimes. Il fut publié au journal officiel le 18 octobre 1940, suivi d'un deuxième le 2 juin 1941. Jusqu'à la fin 1942, l'Etat français adopta et publia plus d'une centaine de textes juridiques visant les Juifs. Le texte indique : « *Est regardé comme Juif toute personne issue de trois grands-parents de race juive, ou de deux grands-parents, si son conjoint est lui-même Juif* ».
- 8 Ces textes sont adoptés sans aucune pression allemande. Pour preuve, la loi est applicable en Algérie, dans les colonies, les pays sous protectorats et les territoires sous mandat non occupés.
- 9 Ces mesures ont des points communs avec celles en vigueur en Allemagne et en Italie. En faisant référence à la « *race juive* » des quatre grands parents, les autorités françaises se situent au delà de l'anti-judaïsme religieux traditionnel. C'est désormais un antisémitisme véritablement « racial » qui imprègne une partie du droit français, sans pour autant définir la notion de « race ». Toutefois la zone libre connaît un statut différent : les Juifs ne sont pas obligés de porter l'étoile jaune, le statut ne porte pas sur les convertis d'avant le 25 juin 1940, (disposition largement ignorée dans les faits après 1943), il n'est pas fait mention de l'interdiction de mariage entre Français et Juifs et de leurs relations en dehors du mariage et les dispositions vexatoires de Nuremberg sont ignorées.
- 10 Cette loi vise pour l'essentiel les fonctionnaires, les journalistes, la radio et le cinéma, l'Université, l'enseignement, les professions libérales, les banquiers, les agents immobiliers et les courtiers, considérés « *en surnombre dans l'économie française* », et entraîne la confiscation de leurs biens. En 1941, 2.671 fonctionnaires en Algérie, et 3.422 en métropole sont révoqués.

- 11 Les décrets d'applications modifient peu à peu les dispositions législatives en les aggravant. Vichy, dès 1940, revient sur les naturalisations depuis 1927, et annule 6.307 dossiers de Juifs.
- 12 Le 2 juin 1941, tous les Juifs doivent être recensés. Cette mesure prescrit la déclaration d'identité de toute la famille, enfants et ascendance comprise, l'appartenance religieuse, l'activité professionnelle, la fortune'. Le Préfet des Alpes maritimes estime le nombre de Juifs dans le département à 15.000. (Nous avons dans notre thèse recensé 5.444 juifs)
- 13 Ce texte étend la judéité par rapport à la position allemande et italienne, mais ne précise toujours pas la définition de « race juive », Vichy confond l'origine biologique et la religion. En zone occupée, sous l'autorité allemande, son application est stricte : obligation de porter l'étoile jaune, confiscation des appareils de T.S.F., couvre-feu, interdiction de fréquenter les lieux publics. Il abroge le décret Crémieux, (naturalisation des Juifs d'Algérie en 1873), les dispositions Marchandeaum interdisant la propagande anti-juive, prohibe le changement de nom... Au contraire des réglementations allemandes et italiennes dans la péninsule, il n'est pas question d'interdire les mariages mixtes ni les fréquentations hors mariages.

Les causes

- 14 Les lois de Nuremberg incitaient les Juifs d'Allemagne à quitter le pays. Dès 1936, beaucoup d'Etats refusèrent d'accorder des visas d'entrée sur leurs territoires. En mars 1938, la situation empirait avec l'*Anschluss*. La conférence d'Evian, en juillet 1938, destinée à leur trouver un refuge, échouait malgré la bonne volonté affichée de Roosevelt. En septembre, les accords de Munich reconnaissaient l'annexion d'une partie de la Tchécoslovaquie. La nuit de Cristal en novembre de la même année sonnait le glas pour les Juifs les plus optimistes. Presque tous les pays européens fermaient leurs frontières, à commencer par la Suisse. C'est pour cette raison que beaucoup de Juifs pourchassés choisirent l'Italie comme refuge provisoire, avant un départ hors d'Europe. Mais Mussolini prit aussi le 17 novembre 1938 des mesures anti-juives : les Juifs étrangers devaient quitter l'Italie avant mars 1939.
- 15 Le département des Alpes-Maritimes devint alors une solution possible et un espoir pour des Juifs venus d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie.

Les conséquences

- 16 En France, avant la guerre, l'antisémitisme était entretenu par les mouvements d'extrême droite, tels l'*Action française* animée par Maurras et Daudet, les ligues, *Camelots*, *Croix de Feu* et les journaux qui soutenaient leurs actions. L'Eglise pendant des siècles a alimentée l'antisémitisme en affirmant la perversité des Juifs. En 1926, l'*Action française* était mise à l'index papal, mais cette interdiction était sans relation avec la propagation anti-juive, d'ailleurs, l'interdiction fut levée le 15 juillet 1939, au moment même où la guerre était imminente comme l'a bien montré Ralph Schor dans son ouvrage *L'Antisémitisme en France pendant les années Trente*¹.
- 17 Dès 1938 les Juifs résidant en Italie furent confrontés à un grave problème : il leur était impossible de rentrer en Allemagne, en Tchécoslovaquie, ou en Autriche ; la Suisse la première avait fermé ses frontières aux Juifs en demandant à Berlin d'apposer un tampon J sur leurs passeports ; il était extrêmement difficile de se rendre en Outre-mer, destination réservée à ceux disposant de moyens et de relations, et la France ne

délivrait que peu de visas d'entrée ; l'Italie elle, interdisait leur présence. La seule issue envisageable pour sauver leur vie était de pénétrer clandestinement en France.

- 18 Une grande partie des réfugiés se trouvaient en Ligurie ou au Piémont, et ceux qui habitaient dans d'autres provinces de la péninsule tentaient de rejoindre cette région frontalière. Seuls, aidés par des passeurs, parfois conseillés par la police italienne, ils tentèrent de passer à pied par la montagne, en bus, en train ou par la mer. Il s'agissait pour eux non seulement d'entrer en France, mais de s'éloigner le plus possible de la frontière, car la gendarmerie et la douane française refoulaient immédiatement en Italie ceux qui avaient la malchance d'être pris dans la zone frontalière. Il n'existe pas de statistiques précises à ce sujet, mais les recoupements des noms de famille démontrent que certains d'entre eux ont été arrêtés et refoulés plusieurs fois, femmes et enfants compris.
- 19 Certains réussirent à passer ces premiers obstacles, mais furent arrêtés un peu plus tard par la gendarmerie. Après un interrogatoire approfondi, ressemblant à celui appliqué aux criminels de droit commun, ils furent déférés au parquet et condamnés pour franchissement illégal de la frontière à trois mois de prison ferme et à une amende. S'ils s'estimaient heureux d'être en France, ils s'étonnaient de cet accueil réservé d'ordinaire aux proscrits. De toute évidence, l'administration n'avait pas pris conscience des dangers qu'ils encouraient de la part des Allemands, et les considérait comme des ennemis potentiels. Ceux qui parvinrent à Nice y trouvèrent un comité d'aide pour surmonter leurs premières difficultés.
- 20 Mais en juin 1940 la 3^{ème} République était morte, l'Italie déclarait la guerre à la France, et l'immigration clandestine était totalement arrêtée.

Les assignations à résidence

- 21 La Loi sur les ressortissants étrangers de race juive est publiée le 18 octobre 1940. Elle prévoit :

Article I

« Les ressortissants étrangers de race juive pourront, à dater de la promulgation de la présente loi, être internés dans des camps spéciaux par décision du préfet du département de leur résidence ».

Fait à Vichy le 4 octobre 1940

Ph. Pétain, Maréchal de France, Chef de l'Etat français.

- 22 D'énormes difficultés matérielles attendaient les Juifs assignés à résidence comme payer hôtels ou loyers car depuis 1936 il leur était très difficile d'obtenir l'autorisation de travailler en France. Les œuvres de bienfaisance juives françaises ou américaines ont certainement aidé les plus nécessiteux, mais d'autres ont été obligés de « se débrouiller » par des moyens illégaux, ce qui explique les qualifications de « *trafics* » pour les internements divers.

Les Juifs à Saint-Martin-Vésubie

- 23 Parmi les localités de la région, Saint-Martin-Vésubie était depuis longtemps un lieu de villégiature connu. De ce fait, ce village possédait un grand nombre de résidences et d'hôtels. Pour cette raison, ce bourg fut choisi comme un des centres d'assignation à résidence pour les Juifs du département.
- 24 L'épopée de ces Juifs a été décrite par M. Alberto Cavaglioni, mais aussi par de nombreux autres auteurs auxquels il se réfère tout au long de sa recherche. Une partie des Juifs est assignée à résidence par la Préfecture des Alpes-Maritimes dès 1941 dans ce village de montagne, une autre partie par les autorités italiennes lors de l'occupation

de leur zone. A cette époque, ces autorités transfèrent également de nombreux Juifs à Megève et sa région. La présence de ces nouveaux habitants dans ce village de montagne suscitera quelques frictions avec la population locale, du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires' due à leur présence.

Les arrestations dans le départementLa période d'août 1942, à la Caserne Auvare

25 Sur quelles bases administratives ou documentaires, la police française a-t-elle pu arrêter plus de 1000 Juifs étrangers en deux jours, en vue de leur déportation vers Drancy? Le fichier des étrangers de la Préfecture des Alpes-Maritimes permet d'analyser une telle opération.

26 Cette instruction du gouvernement devait permettre à Laval d'avoir une monnaie d'échange avec les autorités allemandes, pour :

« Traiter la question juive comme un élément parmi tant d'autres d'une négociation globale, sans regarder –ou presque – au coût humain »⁴.

27 Parmi les personnes conduites à la caserne Auvare, 560 sont arrêtées après examen de leur situation individuelle. Le Préfet Ribière autorise les parents à choisir le sort de leurs enfants : les prendre avec eux ou les confier à une organisation spécialisée. C'est le seul exemple en France d'une telle décision « humanitaire ». Ils furent transférés à Drancy, puis déportés pour la plupart par les convois 27 à 30 à Auschwitz. D'après les listes de Maître Klarsfeld, 21 enfants se trouvaient parmi eux, tous furent gazés.

28 Après ces événements, il n'y eu presque plus d'arrestations par la Police française, sauf en septembre et octobre 1942, où des « *petits convois* »⁵ sont acheminés vers Rivesaltes, devenu le Drancy de la zone libre. Comment expliquer cette trêve ? Aux différents procès qui se sont déroulés à la fin de la guerre, les accusés prétendirent toujours avoir agi sous la pression allemande.

« Pour rétablir la vérité historique, il faut donc surtout remettre en lumière les initiatives prises par Vichy. La France en réalité, a joui d'une liberté d'action tout à fait exceptionnelle pour un pays vaincu, (...) »⁶.

29 Cette remarque est confirmée par l'arrêt des déportations en zone Sud. Il est établi que Pétain a toujours manifesté son antisémitisme, soutenu en cela par une partie de son entourage membre de l'Action française. Pour preuve, l'interdiction faite aux Juifs, dès juillet 1940 de résider dans le département de l'Allier, dont le chef lieu est Vichy,⁷ et le premier statut des Juifs le 3 octobre 1940, promulgué sans aucune pression allemande. Mais par ailleurs, et sans qu'il faille voir là une relation directe, il a constamment écouté la voix des Eglises catholique et protestante. Or, celles-ci réagissent négativement aux déportations :

« L'opposition de l'ensemble des Eglises catholiques et protestantes, et de l'ensemble de la population de la zone dite libre à l'arrestation et à la livraison des Juifs impose au gouvernement de Vichy le ralentissement de sa collaboration policière massive avec la Gestapo. Ces interventions sauvent probablement la vie de dizaines de milliers de Juifs, menacés par le programme des Allemands »⁸.

Les réactions aux mesures anti-juives

30 Le Cardinal Gerlier est le chef de file de cette opposition aux mesures gouvernementales. La voix des Eglises est écoutée lorsqu'elle se manifeste.

31 Paul Claudel écrit à Noël 1941 une lettre dont nous ignorons le destinataire, ainsi libellée :

« Je tiens à vous écrire pour vous dire le dégoût, l'horreur, l'indignation qu'éprouvent à l'égard des iniquités, des spoliations, des mauvais traitements de toute sorte, dont sont victimes nos compatriotes Israélites, tous les bons Français »

- 32 Une lettre adressée au Préfet, datée du 3 mai, sans indication d'année, relate divers incidents qui se sont produits Promenade des Anglais. Le contexte général et le ton employé nous permet de situer ce texte en 1941 ou 1942 :

« Pouvez-vous tolérer plus longtemps les agissements d'une bande qui se permet de faire partir de la Promenade des Anglais des gens qu'ils jugent être des Juifs s'ils ne montrent pas leurs papiers. Dimanche il y a eu des coups de poings, et un homme très catholique a été blessé (...) je suis catholique, pas gaulliste, (...) »

- 33 Les rafles dans les Alpes-Maritimes ont lieu en août 1942 mais désormais le ton change considérablement. La première manifestation de solidarité avec les Juifs, connue à Nice, est la lettre pastorale de Monseigneur Saliège, Archevêque de Toulouse, puis de l'Evêque de Montauban du 26 août 1942.

« Des scènes douloureuses et parfois horribles se déroulent en France, sans que la France soit responsable. A Paris, par dizaines de milliers, des Juifs ont été traités avec la plus barbare sauvagerie. Et voici que dans nos régions on assiste à un spectacle navrant ; des familles sont disloquées, des hommes et des femmes sont traités comme un vil troupeau et envoyés vers une destination inconnue avec la perspective des plus graves dangers. Je fais entendre la protestation indignée de la conscience chrétienne (...) A lire sans commentaires à toutes les Messes dans toutes les Eglises et Chapelles du Diocèse le Dimanche 30 août 1942 »⁹.

- 34 Le Cardinal Gerlier à son tour fait diffuser un communiqué, à lire en chaire le dimanche 6 septembre 1942. Il s'élève aussi contre les mesures prises à l'encontre des Juifs, et en appelle à l'esprit chrétien. Des tracts en faveur des Juifs circulent. Ainsi, un document non daté et non signé dit :

« Humiliés, traqués et meurtris, les Juifs français et immigrés se tournent vers toi, population française de la zone non occupée et t'adressent un vibrant appel. Tu dois prendre connaissance des atrocités inouïes que commettent actuellement sur ton sol les barbares antisémites, atrocités qu'une presse aux gages te laisse ignorer. Elève ta protestation. Par tous les moyens en ta possession, arrête la main criminelle et sauve les victimes »⁹.

- 35 Un autre document daté du 8 septembre 1942 est intitulé :

« Hommes de cœur, empêchez un crime abominable, sauvez 100 enfants Israélites que l'on veut livrer aux bourreaux nazis ».¹⁰

« Sachez que si notre action unanime n'arrête pas la main du bourreau qui aujourd'hui frappe nos frères juifs, demain cette même main nous frappera aussi durement ».

- 36 Un tract, dactylographié sur une feuille de cahier d'écolier, non daté, relate les événements et se termine par l'appel suivant :

« Niçois, Niçoises, les mesures qui frappent les Juifs vous ont indignés. Vous avez manifesté votre sympathie envers les persécutés. C'est bien. Mais il faut faire plus. Il faut mettre fin aux persécutions qui couvrent notre pays de honte. Dressez vous contre les arrestations et les déportations. (...) (...) [Signé :] Le Comité du Front National »¹¹.

- 37 En outre, le changement de Préfet a aussi eu son importance. Le titulaire depuis l'armistice, Ribière, a été un soutien inconditionnel de la politique antisémite de Vichy, allant même au-delà des instructions reçues.

- 38 Le 23 juillet 1943, le Préfet Chaigneau remplace M. Ribière. Le nouveau Préfet adopte une attitude bienveillante à l'égard des Juifs et prescrit à ses services de régulariser sans pénalité ceux qui vivent sous une fausse identité, Cette mesure compréhensive et bienveillante dans son intention sera préjudiciable aux Juifs quelques mois plus tard, lors de l'occupation allemande. Leur identité réelle est maintenant connue et leurs coordonnées faciles à trouver. Ceci va faciliter la traque des Allemands.
- 39 Monseigneur Rémond aide activement au sauvetage d'enfants juifs, à l'initiative, et par l'intermédiaire de M. Moussa Abadi. Il déclare :
- « ...Allez de l'avant, je serai toujours derrière vous pour le bien. La vie d'un enfant est pour moi sacrée »⁷.
- 40 La décision de l'Evêque encourage d'autres ecclésiastiques à suivre son exemple ; les curés de Saint Etienne de Tinée, de Saint Pierre de Féric, de Notre Dame à Nice, les Directeurs de l'école Sasserno et de Don Bosco accueillent des enfants juifs avec leurs pensionnaires sans tentatives de conversion⁸. Ainsi 527 enfants sont sauvés par le réseau Marcel⁹, dirigé par Moussa et Odette Abadi.
- 41 Monseigneur Rémond reçut la Médaille des Justes¹⁰ de *Yad Vashem*¹¹ en 1991 à titre posthume et une plaque est apposée sur le mur de l'Evêché de Nice en juin 2000.
- 42 Dans la tragédie qui frappait les Juifs, l'autorité du Préfet Ribière était en opposition avec l'opinion générale de la population, elle-même en décalage avec l'attitude prudente des autorités ecclésiastiques.
- La période italienne : novembre 1942 - septembre 1943
- 43 Pour contrer le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, les Allemands décident le 9 novembre 1942 d'envahir la zone libre, laissant aux Italiens la partie frontalière orientale, allant des Alpes-Maritimes à la Haute Savoie.
- 44 Contrairement à ce qui se passait dans la péninsule, ces autorités sont des plus bienveillantes envers les Juifs. Les Italiens s'estiment « *maîtres chez eux* ». Pratiquement, plus d'arrestations de leur part, ils s'opposèrent même par la force aux directives allemandes et françaises, ce qui irritait le Préfet en place. Cette bienveillance est connue des Juifs se trouvant sous occupation allemande, d'où un nouvel afflux important de réfugiés dans la région. Les estimations vont de vingt à vingt cinq mille personnes se croyant désormais à l'abri. Pour soustraire les Juifs aux persécutions, les Italiens installent à Megève plus de mille réfugiés. Monsieur Angelo Donati, banquier italien et juif, tente de sauver un grand nombre d'assignés à résidence à Saint-Martin-Vésubie, il intervient, grâce à ses relations, auprès de Rome afin d'obtenir le transfert des Juifs de cette région vers l'Afrique du Nord. Ces initiatives arrivent trop tard.
- 45 L'armistice avec l'Italie est annoncée le 8 septembre 1943, lors de la capitulation du Maréchal Badoglio. Les Juifs de Saint-Martin-Vésubie tentent de fuir par la montagne en Italie, certains y réussirent, d'autres sont capturés et déportés. Toute la région était devenue une nasse d'où il était impossible de sortir.
- La période allemande de septembre 1943 à la LibérationHôtel Excelsior
- 46 L'arrivée à Nice des Allemands transforme la situation. La panique s'empare des Juifs de la région qui savent que la mansuétude dont ils bénéficiaient de la part des autorités italiennes prend fin. Alois Brunner, S.S. Obersturmbannführer¹² chef du commando anti-juif entre à Nice le 10 septembre 1943. Son quartier général est situé à l'Hôtel Excelsior, près de la gare. Il organise le jour même avec son équipe le ratissage systématique de tous les Juifs de la Côte d'Azur bien qu'ils ne portent pas le signe distinctif, l'étoile

jaune. Le 10 septembre, à 15h30, la police allemande cerne les hôtels Windsor et Busby, et organise des rafles dans les rues.⁴⁷

47 En juillet 1943, Eichmann⁴⁸ demande au consul Général Walter Von Hellenthal à Monaco de recenser les Juifs réfugiés dans la Principauté, estimant que 15 000 d'entre eux sont cachés dans les hauteurs entourant le rocher. Le consul répond qu'il n'y a que 1 000 Juifs, installés de longue date, il reçoit l'ordre de prendre contact avec Brunner pour organiser leur arrestation.⁴⁹ Brunner se rend en personne au Consulat d'Italie à Nice à la recherche de dossiers concernant les Juifs. Les diplomates lui affirment que les documents sont partis à Rome.

48 Brunner n'est pas sûr de pouvoir mener à bien sa mission, car celle-ci doit être conduite discrètement pour ne pas alerter les Juifs ; or la radio de Londres décrit « *L'enfer de Drancy* » et invite les fonctionnaires français s'occupant des affaires juives à réfléchir sur les conséquences de leur action, en participant aux arrestations organisées par Brunner. Cette émission invitait les auditeurs à secourir les Israélites et surtout à sauver les enfants.⁵⁰

49 De l'arrivée de l'équipe Brunner à Nice, à son départ en décembre 1943, soit environ 80 jours, 2142 Juifs sont arrêtés et enregistrés à l'Hôtel Excelsior avec des méthodes d'une grande brutalité. Nous en citons quelques exemples :

50 Le 11 décembre 1943, un rapport du Commissariat de Police du 4^{ième} arrondissement fait état de la mort de M. Jacobi Isidore à l'Hôtel Excelsior :

« Dans cette chambre du quatrième étage sur un des lits se trouve, sous un linceul blanc le cadavre entièrement nu du Sieur JACOBI ; on remarque sur le maxillaire inférieur gauche la trace d'une balle qui (...) est ressortie derrière la nuque sur la base du cervelet (...) La fenêtre de la chambre donne sur l'avenue Durante (...) sur le carreau central de cette fenêtre on remarque le point de passage d'une balle (...) les sentinelles ont reçu l'ordre de tirer sur les contrevenants [qui se penchent par la fenêtre] »⁵¹.

51 Le 19 novembre, un rapport du 3^{ième} arrondissement relate le suicide de M. Spoleansky à la maison d'arrêt de Nice. La conclusion de l'enquêteur est formulée ainsi :

« Attendu qu'il ressort du rapport du Docteur Auzias que la mort est certaine, que de l'ensemble des constatations opérées, elle résulte d'une fracture de la base du crâne. Disons qu'en l'état, la cause du décès peut être attribuée à un suicide »⁵².

52 Une lettre de Madame Barach, signale l'arrestation des Juifs accompagnant la famille lors d'un enterrement. Madame Barach s'adresse au Préfet, le plus haut responsable local du gouvernement à Nice. Mais le passé de son mari, ses antécédents professionnels et militaires, son invalidité, ses décorations, la présence prouvée de sa famille en France depuis 1813 ne justifient pas, aux yeux de ce haut fonctionnaire, l'utilité d'une réponse, encore moins d'une intervention auprès des autorités d'occupation. La dernière phrase de cette lettre, concernant les Juifs étrangers, est significative. Elle se croyait à l'abri, car Française.

53 Une note d'information du 26 novembre 1943, émanant du Commissaire des Renseignements Généraux, et destinée à leurs homologues à Vichy, au Préfet des Alpes-Maritimes, relate l'arrestation, revolver au poing, de vieillards octogénaires d'une maison de retraite à Vence, tandis que les hospices civils de Nice demandent des instructions à l'Intendant de Police de Nice pour la garde des bijoux et fonds laissés par des Israélites déportés.

Conclusion

- 54 Au sein de la zone d'occupation italienne, le département des Alpes-Maritimes se distingue par un plus grand nombre de Juifs réfugiés, la personnalité des deux Préfets et la présence du commando allemand dirigé pendant trois mois par Brunner, spécialisé dans la chasse aux Juifs.
- 55 A la suite des accords entre Laval et les responsables allemands, des rafles furent organisées dans la zone Sud. Des policiers français arrêtaient les Juifs étrangers. Vichy était opposé à toute arrestation de Juifs français.
- 56 Dans les Alpes-Maritimes, Nice fut le théâtre de manifestations et de réactions discrètes mais efficaces.
- 57 L'arrêt des arrestations de Juifs dans les Alpes-Maritimes de septembre 1942, donc avant l'arrivée des Italiens, à septembre 1943, est établie clairement par Maître Klarsfeld. Dans sa brochure « *Les transferts de Juifs de la région de Nice en vue de leur déportation* », il indique, page 32, que le dernier transfert de Nice pour Drancy est daté du 1 septembre 1942, (convoi 29), puis, le 17 septembre 1943, nouveau transfert avec le convoi 60, donc dès l'arrivée des troupes allemandes à Nice.
- 58 De la sorte, depuis septembre 1942, bien que le statut de Vichy des Juifs soit toujours juridiquement en vigueur, son application est largement assouplie. Ce résultat est la première différence dans l'application du statut des Juifs.
- 59 Les Italiens, lors de leur arrivée à Nice, sont en complet désaccord avec leur allié allemand sur la politique anti-juive à suivre. De plus, ils n'admettent pas les directives que le Préfet Rivière tente d'imposer aux Juifs du département. Cette attitude peut trouver son explication dans le fait que l'armée italienne veut préserver son indépendance de jugement par rapport à son allié. En conséquence, si le statut des Juifs en Italie reste valable dans la péninsule, il est presque totalement ignoré dans notre département. L'arrivée des Italiens parachève en quelque sorte l'arrêt complet des poursuites anti-juives à Nice. Là aussi, nous constatons une deuxième différence dans l'application du statut des Juifs.
- 60 Tout changea avec l'arrivée des Allemands le 8 septembre 1943. Les troupes de la Wehrmacht raflent le jour même, dans les hôtels de Thorenc, une trentaine de Juifs. La Gestapo, dirigée par Brunner, entre à Nice le 10 septembre. D'après Serge Klarsfeld²⁴, les rafles « *sont parmi les plus terribles menées en Europe de l'Ouest ; les Allemands posent en principe absolu que la circoncision équivaut au fait d'être Juif ; ainsi tous les papiers fournis perdent grandement de leur valeur* ». Aucun des statuts cités qui établissent la judéité, le concept de la nationalité, le mariage mixte, l'âge des enfants, les malades ou les infirmes, n'est respectée par les Allemands.
- 61 Au total, dans le département des Alpes maritimes, 3612 Juifs, dont plus de 400 enfants, ont été envoyés à la mort.

NOTES

1. - 102.244 Juifs sont recensés en zone libre, selon Renée Poznansky, *Les Juifs pendant la seconde guerre mondiale*. Hachette 1997, page 134.
 2. - Ralph Schor, *l'Antisémitisme en France pendant les années Trente*, Edition Complexe, Paris 1992
 3. - ADAM 166 W 19
 4. - Serge Klarsfeld, *Op. cité*, page 38
 5. - Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, page 56
 6. - La famille du doctorant, fuyant Paris, a été expulsée de Vichy en juillet 1940
 7. - Serge Klarsfeld, *Le Calendrier*. *Op. cité*, page 609
 8. - ADAM 166 W 16
 9. - ADAM 166 W 16
 10. - ADAM 166 W 16
 11. - ADAM 166 W 16
 12. - J.L.Panicacci, *Op. cité*, page 277
 13. - *Op. cité*, page 277
 14. - *Le Monde Juif*, «Surtout les enfants» C.D.J.C. N° 155, page 48
 15. - Attribuée aux personnes non juives ayant sauvé des Juifs pendant les guerres « Hébreu Hasside Oumothaolam
 16. - Mémorial de l'Holocauste à Jérusalem
 17. - Grade de Lieutenant dans l'armée allemande
 18. - S.Klarsfeld, *Nice Hotel Excelsior*, FFDJF Nice 1998
 19. - *Sturmbannführer*, équivalent à Lieutenant Colonel dans l'armée française.
 20. - Robert Kempner, *Eichmann und Komplizen*, Europa Verlag Zürich 1961, page 333, notre liste a recensé 125 arrestations.
 21. - Stéphane Courtois et Adam Rayski, *Qui savait quoi*, La Découverte 1987, page 100
 22. - ADAM 166 W 12
 23. - ADAM 166 W 13
 24. - *Le Calendrier de la Persécution des Juifs en France*, page 885
-

RÉSUMÉS

Entre 1940 et 1944, les lois anti-juives prises par le gouvernement de Vichy sont petit à petit appliquées à Nice et dans le département des Alpes maritimes. D'abord protégé parce qu'en zone libre, puis sous contrôle italien, le département fait l'objet avec l'occupation allemande d'une intense persécution envers les juifs qui s'étaient réfugiés à Nice, fuyant plusieurs pays d'Europe.

Between 1940 and 1944, laws against jews taken by Vichy's government were little by little applied at Nice and in all Maritim Alp's department. Firstly protected because it was situated in the « free area » and after under italian control, department with the german occupation from

the subject of a severe persecution towards jews who took refuge at Nice, ran away several countries of Europe.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle

Mots-clés : antisémitisme, lois, persécutions, réactions populaires et religieuses

AUTEUR

JEAN KLEINMANN

Docteur en histoire